

**AU DEUXIÈME JOUR DE GRÈVE**

# Le mouvement de protestation se radicalise

*En rejoignant les contestataires, le Conseil des lycées d'Alger (CLA) a donné au mouvement un second souffle. Les lycées étaient hier paralysés tandis que beaucoup d'écoles primaires, qui étaient dans l'expectative le premier jour, ont fait grève hier. Comme à l'accoutumée, le ministre de l'Education a saisi la justice qui a déclaré le mouvement illégal. Les syndicalistes affirment n'avoir reçu aucune notification et ne comptent pas appeler à l'arrêt de la grève.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**

- Les syndicats autonomes confirment leur capacité de mobilisation. Les élèves ont dû rebrousser chemin hier. Le scénario va se répéter encore pendant plusieurs jours puisque la grève est prévue pour une semaine renouvelable.

Les syndicats autonomes ayant appelé à ce mouvement, à savoir le Cnapest, le Snapest et l'Unpef, ne cachent pas leur satisfaction devant les taux de suivi qui atteignent par région les 90 %. Ils ont été rejoints hier par le CLA dont la capacité de paralyser les lycées n'est plus à démontrer. Au terme de ces deux jours de grève, les syndicats autonomes estiment que la balle est dans le camp du gouvernement, et non plus seulement dans celui du ministre de



Photo : Samir Sid

Une grève inéluctable.

l'Education qui a démontré qu'il n'était pas disposé à discuter. Les syndicats pensent en effet qu'une mobilisation aussi grande ne peut laisser indifférents les pouvoirs publics même si, pour l'heure, aucun contact n'a été engagé pour un quelconque dialogue. Au contraire, le ministre a saisi la justice laquelle, sans surprise, a déclaré le mouvement illégal.

Des pratiques usitées par le département de Benbouzid qui avait pourtant à la veille du début de la grève fait part de sa disposition à dialoguer. Les syndicalistes y avaient vu une tentative de faire diversion pour faire

échouer la protestation. Le conseiller à l'information auprès du ministre estime pour sa part que «la justice a rendu son verdict, considérant que le dialogue n'a jamais été rompu et que ces mêmes syndicats qui font toujours partie de la commission mixte n'avaient pas épuisé tous les recours comme la conciliation avant de décider de la grève.

Le ministère de l'Education souhaite le règlement des conflits et non pas leur médiatisation». Déterminés à aller jusqu'au bout, les syndicats de l'éducation seront probablement dans l'obligation de faire durer le mouvement pour faire pression sur le gouvernement. Ils ne sont pas seuls à monter au créneau. Les syndicats de la santé et ceux de l'enseignement supérieur entameront au cours de ce mois des mouvements de protestation pour les mêmes raisons. A l'origine de leur mécontentement, une directive signée par le Premier ministre le 30 septembre 2009 supprimant l'effet rétroactif du régime indemnitaire. Cette directive précise que la date d'effet du régime indemnitaire actuellement en négociation sera la date de sa publication au Journal officiel. Une mesure refusée en bloc par les syndicalistes qui suspectent le gouvernement de vouloir gagner du temps et de l'argent puisque, disent-ils, si la nouvelle

grille de salaire et le statut particulier des enseignants sont déjà en vigueur, rien ne justifie que le régime indemnitaire ne soit pas à effet rétroactif.

C'est dire que le gouvernement n'aura pas d'autre solution que de tenter d'apaiser un front social qui gronde.

Il a en face de lui des syndicats autonomes plus que jamais décidés à faire valoir leurs revendications et qui, pour une fois, font front commun...

N. I.

## Les contractuels organiseront un sit-in aujourd'hui

Le Conseil national des enseignants contractuels (CNEC), affilié au Snapap, organise aujourd'hui un sit-in devant le ministère de l'Education nationale pour dénoncer la non-autorisation des licenciés d'avoir accès au concours des lycées sauf avec master ou magister, la non-ouverture de l'accès à toutes les spécialités au primaire et au moyen et l'annulation du concours pour certaines spécialités.

N. I.

## MILA

### Les établissements restent fermés !

Au deuxième jour d'une grève sans précédent déclenchée par les trois syndicats autonomes de l'éducation, en l'occurrence, le Snapest, le Cnapest et l'Unpef, les établissements scolaires, tous paliers confondus, restent désespérément clos.

Le mot d'ordre de grève a connu une adhésion massive de la part du personnel de l'éducation, même ceux qui n'ont pas été de la partie lors de la première journée, se sont, paraît-il, joints aux rangs des grévistes et l'adhésion va crescendo au fur et à mesure.

La tutelle, quant à elle, avance un taux de suivi infime (30 %) alors que le citoyen constate que presque la totalité des établissements se trouvent paralysés par ce débrayage.

Mais qui veut-on convaincre par ces chiffres qui ne reflètent aucune-ment la réalité ? Car pratiquer la politique de l'autruche dans ces cas de figure, cela s'apparente à une fuite en avant qui ne mène nulle part ; si ce n'est qu'elle compromet lourdement et dangereusement un secteur aussi sensible et dont nos potaches restent les seuls dindons de cette grosse farce !

A. M'haimoud

## BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

### Une grève massivement suivie

Cette fois-ci, la bataille des enseignants, en particulier ceux du secondaire, s'annonce rude et sans merci. En effet, tous les lycées de la wilaya (41 au total) sont complètement paralysés au point où certains affichent depuis dimanche un vide absolu. Selon le porte-parole du Cnapest, le débrayage tous paliers confondus frôle la barre de 91,54 %.

Du côté de l'inspection académique, on annonce un taux de débrayage de 76 % dans les lycées, 58 % dans les établissements moyens et 0,79 % dans les écoles primaires, ce qui correspondrait à une moyenne de 45,28 %.

Saâdène Ammara

## IL A SAISI LES DIRECTEURS DE L'ÉDUCATION

### La tentative d'intimidation de Benbouzid

Dans une note adressée aux directeurs de l'éducation, le ministère de tutelle, fidèle à ses habitudes, a tenu à rappeler qu'il veillera à ce que «la loi dans toute sa rigueur soit appliquée aux enseignants grévistes». Le ministère a fait savoir que non seulement les journées seront défalquées du salaire mais que la participation à la grève devra être prise en compte par les directeurs lors des différentes opérations d'évaluation. Le département de Benbouzid a tenu à préciser qu'il comptait sur les directeurs de l'éducation pour une «large diffusion» de cette note dans laquelle le ministère tente d'intimider les grévistes.

N. I.

## ORAN : VERDICT DANS L'AFFAIRE DES «ÉMEUTIERS» D'EL-ANÇOR

# Des peines de 3 ans de prison ferme à 6 mois avec sursis

*La décision de justice à propos des personnes arrêtées lors de l'émeute qui a eu lieu la dernière semaine du mois écoulé à El-Ançor, une localité balnéaire située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de la ville d'Oran, a été rendue hier matin par le tribunal d'Aïn-Turck, une semaine après l'audition des accusés.*

Trois ans de prison ferme par contumace, deux mois de prison ferme et six mois avec sursis pour les accusés présents à la barre, telles ont été les

tribunal. La plus lourde peine prononcée à l'encontre des accusés présents à l'audience est de 2 mois de prison ferme.

Elle concerne quatre repris de justice, nous a-t-on précisé, tandis que 14 prévenus ont été condamnés à une peine de six mois de prison avec sursis.

En ce qui concerne six autres inculpés, en fuite,

des peines de 3 ans de prison ferme ont été prononcées par contumace.

Selon le représentant du parquet, «ce n'est pas pour sanctionner les habitants d'El-Ançor, pour avoir réclamé un droit, que la justice a prononcé ces peines, mais pour rétablir l'ordre public et protéger les biens publics et privés». Et de souligner que «ce n'est pas

de cette manière que les problèmes doivent être réglés, la justice étant là pour défendre les intérêts de la population».

Et de préciser que «le problème de la fermeture des carrières, qui constitue le sujet du litige en question, peut être traité par le biais de la cour civile ou administrative», indiquant qu'«il appartient aux rive-

rains de prendre l'initiative d'une action en justice».

Pour sa part, un membre du bureau de wilaya du MDS, venu au même titre que d'autres représentants de la société civile pour soutenir les habitants d'El-Ançor, nous a assuré que le combat se poursuivrait jusqu'à résolution de cette affaire.

Ben Aziz